

DU MODE D'EXISTENCE DU GROUPE DOMESTIQUE OUVRIER (SAO PAULO, BRÉSIL)

Robert CABANES*

PATRIMONIALISME ET PAUVRETÉ

Toute réflexion sur la famille au Brésil ne peut se passer, nous semble-t-il, d'une réflexion sur la pauvreté. Cette dernière, officiellement perçue comme manque de modernité, et donc objet d'un programme d'éradication perpétuelle, est dans le même temps naturalisée comme donnée structurelle, parce que le programme ne comporte pas la remise en question des privilégiés et des privilèges, et ne s'inspire que de l'optimisme du futur. Ultime avatar de l'ambiguïté de cette disposition : le gouvernement civil avait mis à l'ordre du jour, au début des années 80, après 20 ans de régime militaire, le remboursement de la dette sociale due par l'État au "peuple", mais c'était déjà partie remise avant la fin de la décennie, avec "la crise".

La naturalisation de cette pauvreté, héritage historique, s'alimente à la difficulté à jouir de droits civiques pourtant légaux et reconnus, tels que la possession de la carte de travail (on estime que 1/3 de la population active de l'État de Sao Paulo travaille au noir dans l'informel ; et 2/3 au Nord-Est) qui donne accès aux divers avantages sociaux du travail salarié. Elle s'alimente de manière plus générale aux aléas des politiques sociales de l'État, et rejoint la question de la citoyenneté. Plus profondément, diverses analyses s'accordent à constater l'absence d'enracinement d'un espace public et démocratique de négociation et de conflit dont les racines seraient à rechercher dans le caractère patrimonialiste et paternaliste des rapports sociaux à l'époque de la colonie, les événements comme

*. Orstom

l'Indépendance ou l'abolition de l'esclavage n'ayant pas fondamentalement modifié cette donnée de fond. Quoiqu'il en soit, il suffit de retenir, pour notre propos contemporain, que les destins sociaux de la pauvreté font partie des avenir possibles de toutes les couches populaires, et que ces dernières en sont tout à fait conscientes.

LE GROUPE DOMESTIQUE OUVRIER À SAO PAULO

Une enquête réalisée en 1981 à Sao Paulo¹ a révélé que 42,8% des ménages gagnent moins de la moitié du salaire minimum² nécessaire, 27,3% gagnent entre la moitié et un salaire minimum, et 29,9% gagnent plus de ce salaire minimum. Ce qui reviendrait à dire que seuls gagnent le salaire minimum les ouvriers qualifiés et une fraction des ménages d'ouvriers non-qualifiés où plusieurs personnes travaillent. Jusqu'à 35 ans (âge du chef de famille), 70,4% des ménages ont un seul salaire ; entre 35 et 49 ans, 37,8% ; à 50 ans et plus, 27,4%. Entre 35 et 49 ans, 45,8% des femmes travaillent. Au total, 53% des groupes domestiques n'ont qu'un salaire à leur disposition. Ce qui signifie aussi, en pratique, que l'éloignement de la pauvreté est partiellement une question " naturelle " d'âge : à la " force de l'âge " (35-45 ans) correspond la présence dans le foyer des parents des enfants en âge de travailler et qui n'ont pas encore fondé leur propre groupe domestique. Lorsqu'ils sont partis, et que les parents vieillissent seuls, avec des retraites très insuffisantes puisque calculées sur la moyenne des 20 dernières années d'activité, la menace de la pauvreté réapparaît très nettement.

1. L. KOVARICK, L. MONTALI, V. TELLES, *Modos e condicao de vida : uma analise das desigualdades sociais na Regiao Metropolitana de Sao Paulo. Relatorio de pesquisa*, CEDEC, 1985.

DEPARTAMENTO INTERSINDICAL de ESTUDOS e ESTATISTICAS SOCIO-ECONOMICAS (DIEESE), *Emprego e sub-emprego na Grande Sao Paulo. Conceitos, metodologia e principais resultados, 1981-1983*. Cette enquête a été effectuée sur un échantillon représentatif de l'ensemble de la population de la Région Métropolitaine de Sao Paulo.

2. Ce salaire minimum nécessaire, calculé par le DIEESE, correspondait à l'époque de l'enquête à 4,7 salaires minimums officiels. Le salaire minimum officiel varie de 3 à 400 francs français.

Ces quelques données permettent de voir que le milieu ouvrier est loin d'être sorti de la pauvreté même si sa situation est incomparablement meilleure que celle de la plupart des ménages vivant de l'économie informelle.

La taille moyenne des groupes domestiques est de 4,3 personnes, dont 3,4 font partie de la population économiquement active (comptée ici à partir de l'âge de 10 ans), et 1,7 personne par ménage travaille. Cette faible taille suggère l'importance de la famille nucléaire. Le nombre moyen des enfants par couple était de 7 à 8 à la génération antérieure ; il est de 2 à 3 à la génération actuelle. Des enquêtes plus qualitatives permettent d'observer l'autonomie de la famille nucléaire en matière de décisions économiques et de stratégies professionnelles, que ce soit pour l'homme ou pour la femme. Cela n'est pas étonnant outre mesure car il s'agit d'une population de migrants venant de régions très diversifiées (principalement du Nord-Est du pays) et presque à 100% du milieu rural, parfois de manière isolée, parfois en petit groupe d'amis ou de parents, et parfois par fratries entières qui feront venir les parents par la suite. Et si, dans ce dernier cas, le moment initial du logement collectif familial est propice à l'entretien de relations d'entraide intenses, il y a une vraie rupture lorsque le couple va s'installer dans sa maison propre.

Il y a là un acte symbolique véritable de création et de reproduction de la société parallèle à l'acte de la reproduction biologique, qui engage la responsabilité de leurs deux auteurs, celle de la femme bien sûr qui s'occupera nécessairement des enfants en bas âge, mais aussi celle de l'homme, au point que ceux qui ne sont pas capables d'assurer la subsistance familiale préfèrent s'éclipser et disparaître dans la nature³, plutôt que d'affronter la honte de leur impuissance sociale. Le groupe domestique est une véritable instance sociale de décision; qu'il soit autonome et isolé des lignées respectives de l'homme ou de la

³. Ce que dit M. AGIER pour Salvador semble également vrai pour Sao Paulo, cf. "Le sexe de la pauvreté", *Cahiers du Brésil contemporain*, EHESS, n° 8, déc. 1989, pp. 81-112.

femme, ou au contraire relié à l'une ou (et) l'autre, Il est l'opérateur, et non l'objet, de la constitution de structures familiales à géométrie variable. En contrepartie, il n'y a pas de devoir d'assistance entre groupes domestiques d'une grande famille élargie. La formule d'entraide quasiment unique est celle de la cohabitation de trois générations sous un même toit (parents, enfant(s) marié(s), petits-enfants) ou dans la même cour. Cette position sociale, relativement nouvelle, rend le groupe domestique d'autant plus inéluctable matériellement qu'il n'y a pas d'unité sociale de substitution ; et d'autant plus irréductible symboliquement qu'il signifie l'ouverture de l'accès à l'existence sociale : son impossibilité est dès lors très négativement ressentie. Par ailleurs, les difficultés rencontrées dans les situations nouvelles issues des migrations ont certainement contribué à le renforcer.

FAMILLE, PAUVRETÉ ET GROUPE DOMESTIQUE

La position de la famille est à la fois centrale en ce qu'elle est désignée par l'idéologie dominante comme le lieu de la reproduction morale des personnes et de la fondation de la nation, et précaire parce que sa reproduction physique est aléatoire. Cette assignation par l'idéologie dominante se fait d'ailleurs d'autant plus prégnante que l'unité physique se fragilise, dans le passage de la grande famille rurale, même pauvre, à la famille nucléaire, et que les risques de la vie urbaine peuvent entraîner des chutes sociales irrécupérables. Le chômage prolongé du chef de famille, le travail de la femme qui peut compromettre une bonne gestion domestique et surtout le contrôle des enfants, ou bien un travail trop précoce de ces derniers " dans la rue " qui peut les conduire à la délinquance ou au crime, ou à en être les victimes, constituent autant de risques bien réels, qui rendent compte de l'acceptation par les dominés de l'idéologie dominante.

Cette précarité, ou cette incertitude⁴, est vécue d'une manière d'autant plus dramatique qu'elle peut entraîner imperceptiblement le groupe domestique ou certains de ses membres vers cette criminalité populaire si bien connue qu'elle fait partie du paysage social. Par un effet en retour, la stigmatisation de la criminalité se reporte sur la pauvreté. Ces deux opérations de naturalisation et de criminalisation de la pauvreté, opérées par l'idéologie dominante, sont totalement intériorisées par les couches populaires, Pas nécessairement au niveau du jugement moral, mais au niveau du risque objectif. Tous les efforts, réels et symboliques, sont faits pour s'en distancier.

Dans le milieu ouvrier, cette fragilité paraît moins élevée que dans le milieu sous-prolétarisé soumis, pour les raisons économiques citées ci-dessus, à une plus forte instabilité matrimoniale. Elle paraît aussi moins forte que dans les milieux de classe moyenne où une problématique de l'égalité des sexes remet plus souvent en question les couples traditionnels. Le groupe domestique, dans le milieu ouvrier, semble bien être un lieu d'élaboration de la stabilité. A la fois parce que les conditions sociales permissives de la migration et les conditions économiques relativement stables l'y autorisent, et parce qu'il hérite de la position économique et idéologique centrale auparavant assignée à la famille élargie par l'idéologie dominante. Il devient, ou il peut devenir ainsi, un lieu de privatisation de la vie sociale, à la fois parce que, dans le même mouvement, il s'érige en compensation d'une privation de droits, et parce qu'il détermine des modes de construction de l'identité de ses personnages et de leurs rapports. Il est en tout cas une catégorie d'analyse inévitable, soit " en positif " dans la classe ouvrière comme lieu d'élaboration de stratégies de sortie de la pauvreté, soit " en négatif " dans les couches plus

⁴. Vera TELLES, *A cidadania inexistente : incivilidade e pobreza*, 1992, 335 p. (Thèse de Doctorat, Université de Sao Paulo) emploie le concept de " liminaridade " pour désigner la position des groupes domestiques qui sont perpétuellement au bord d'une frontière, celle de la précarité, sans pouvoir la traverser pour atteindre le pays de la citoyenneté et d'une relative stabilité.

défavorisées, comme horizon permettant de penser cette élaboration, afin simplement d'accéder à un stade minimum de l'existence sociale et de la citoyenneté.

Du fait de cette position, c'est à travers le groupe domestique qu'il faut penser le rapport au syndicalisme, à la politique, comme le sentiment d'appartenance aux classes populaires ; la redéfinition des fonctions assignées auparavant à la famille et actuellement au groupe domestique est étroitement dépendante des extensions ou des expansions du syndicalisme et des politiques sociales dans le domaine public. Le syndicalisme peut avoir une fonction moderne de liaison des groupes domestiques en favorisant les solidarités localisées dans les quartiers et les banlieues à dominante ouvrière, comme cela s'est passé lors des grands mouvements sociaux de la fin des années 70 ; plus institutionnellement, c'est lui qui, à travers son action sur l'État et ses politiques sociales, allège les charges ou bien renforce les responsabilités du groupe domestique. Il y a un mélange, variable, de satisfaction et de défi dans la parole des responsables de groupes domestiques, hommes ou femmes, lorsqu'ils affirment que leur situation est " sous contrôle " : défi dans la mesure et ils ont surmonté les difficultés qui leur ont été annoncées par la carence des politiques sociales de l'État ; satisfaction d'une maîtrise personnelle.

A l'objection de l'instabilité des couples - celle-ci d'ailleurs ne paraît pas si élevée dans ce milieu⁵ - qui viserait à contester au groupe domestique sa place centrale dans la structure sociale, on peut répondre que l'important est l'existence du groupe et sa perpétuelle reproduction, indépendamment des individus qui le composent. A l'argument de l'hétérogénéité de la composition des groupes domestiques (environ la moitié seulement de ces groupes sont composées de " vrais " ménages, homme, femme et enfants non mariés de même père et mère), on peut répondre que les arrangements

⁵. Appréciations qualitatives venues des comparaisons entre les enquêtes de J. BISILLIAT sur le secteur informel dans la banlieue de Sao Paulo et les miennes sur le milieu ouvrier.

imposés par les circonstances se font dans l'optique et selon les stratégies des couples "normaux", à la place sociale qui leur est désignée. Une réponse identique peut être effectuée pour les groupes domestiques "tronqués" où manque soit la femme (6%), soit l'homme (plus de 13%). Le groupe domestique existe indissociablement comme imposition et comme volonté.

Cet ensemble de raisons nous a amené à aborder d'une part la sociologie du travail et des ouvriers au travail, d'autre part les questions de l'appartenance sociale à la classe ouvrière et du rapport de cette dernière à la nation et à l'État, dans le cadre préalable des stratégies des groupes domestiques. C'est dans le milieu ouvrier que s'est le mieux enracinée la position assignée au groupe domestique en général dans la structure sociale, à sa place d'opérateur de l'articulation entre les domaines public et privé. Mais cet enracinement dans ce milieu est susceptible de modifier les données de l'articulation telle qu'elle est prévue au niveau dominant (hypertrophie du privé, réduction du public), dans la mesure où la lutte pour de meilleures conditions de vie et la reconnaissance sociale de l'identité ouvrière tendent justement, à partir du milieu lui-même, à inverser les données de ce problème : à réduire les charges des groupes domestiques, et plus généralement de la pauvreté, pour accroître les responsabilités de l'État et des pouvoirs publics. En ce sens, les luttes de la classe ouvrière débordent largement ses seuls intérêts corporatistes et touchent à la structure sociale dans son ensemble. Mais on ne peut véritablement les connaître dans la totalité de leurs dimensions que si l'on apprécie les changements qui s'opèrent dans les groupes domestiques.

BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

- CALDEIRA, Teresa Pires do Rio (1984), *A Política dos outros*, Brasiliense, Sao Paulo.
- FAUSTO NETO, Ana Maria Q. (1982), *Familia operaria e reproducao da forca de trabalho*, Vozes, Rio de Janeiro.
- GEFFRAY, Christian (1993), *Les Maîtres hors la loi. Sur l'exploitation paternaliste au Brésil*, à paraître.
- RAINHO, Luis Flavio (1980), *Os peoes do grande*, ABC Vozes.
- WOORTMANN, Klaas (1987), *A Familia das mulheres*, Tempo Brasileiro, Rio de Janeiro.
- ZALUAR, Alba (1985), *A maquina e a revolta As organizacoes populares e o significado da pobreza*, Brasiliense.

les cahiers

n° 20 - 1993

**DU MÉNAGE À LA SOCIÉTÉ DOMESTIQUE
OBSERVER ET INTERPRÉTER**

Éditeurs scientifiques :

Michel AGIER

Marc LE PAPE

Auteurs :

M. AGIER

R. CABANES

M.-E. GRUENAI

D. GUYOT

M. LE PAPE

J. PAPAIL

M. PILON

Comité éditorial : M. AGIER, R. CABANES, J. COPANS, C. de MIRAS,
V. DUPONT, P. LABAZÉE, B. LAUTIER, M. LE PAPE, A. MORICE, M. SELIM
Responsable de la publication : Robert CABANES